

# Côte d'Ivoire

Jean-Pierre DOZON

Contemporaine de ses autres implantations en Afrique subsaharienne, l'installation de l'IURD en Côte d'Ivoire remonte à 1995 où elle compte aujourd'hui près d'une quarantaine de temples (dirigés encore majoritairement par des pasteurs brésiliens, mais de plus en plus par des pasteurs ivoiriens), tous situés dans les principales villes du sud du pays, dont un bon tiers est réparti dans les différents quartiers et dans les conurbations de la ville d'Abidjan.

À première vue donc, il s'agit là d'un processus d'expansion rapide et spectaculaire qui n'a, pour l'heure, d'autre équivalent sur le continent que celui décrit par André Corten en Afrique australe, spécialement en Afrique du Sud<sup>1</sup>.

## Les raisons d'une apparente réussite

Or, quoiqu'il n'autorise pas en lui-même à conclure trop vite au succès de l'IURD en Côte d'Ivoire, l'important dispositif paroissial qu'elle y affiche permet, précisément par comparaison avec l'Afrique du Sud, d'identifier quelques conditions susceptibles d'avoir motivé ou favorisé ses choix et sa politique d'implantation. D'abord, ces deux pays, dans leur contexte régional respectif (Afrique de l'Ouest, Afrique

---

1. Étant entendu que l'Afrique du Sud compte 45 millions d'habitants et la Côte d'Ivoire 16 millions.

australe), disposent d'importants pôles et réseaux urbains, c'est-à-dire aussi bien des lieux à forte densité de population que des voies de communication et des infrastructures sur la base desquels l'IURD a pu développer assez aisément ses stratégies d'occupation spatiale en y tissant ou y égrenant ses propres sites et réseaux paroissiaux (anciens cinémas ou entrepôts « convertis » en temples) et en y déployant ses diverses entreprises de prosélytisme (croisades dans les quartiers, groupes de prières auprès des malades hospitalisés et des détenus, actions humanitaires à travers son Association de bienfaisance chrétienne, etc.). Mais ensuite, et peut-être surtout, la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud ont pour point commun d'offrir, au milieu des années 1990, l'image de pays d'un assez exceptionnel cosmopolitisme, où coexistent des populations d'origines et de « couleurs » diverses, avec quantité d'immigrants africains provenant de presque toutes les régions du continent – mais sans doute plus nombreux, proportionnellement, en Côte d'Ivoire qu'en Afrique du Sud (Bouillon, 1999). Ce qui, pour une Église originaire d'un pays qui se donne volontiers lui-même l'image d'un monde cosmopolite et métissé, pouvait constituer un motif de s'y implanter résolument, l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire ayant non seulement quelques similitudes avec le Brésil, mais aussi l'avantage de lui permettre d'accéder à des populations de tous horizons, susceptibles de porter ses messages au-delà des frontières ou le long des parcours migratoires.

Autrement dit, le fait que la Côte d'Ivoire, à l'instar de l'Afrique du Sud, représente bien plus qu'elle-même, comme un pôle régional attirant de nombreux étrangers et fort de ses sociétés urbaines, paraît constituer une première explication de la manière dont en quelques années l'IURD y a rondement mené son processus d'implantation.

Toutefois, on ne saurait évidemment s'en satisfaire, si ce n'est comme entrée en matière d'un contexte national en réalité bien plus complexe et problématique (ce qui vaut tout aussi bien également pour l'Afrique du Sud et le Brésil) que cette image d'une Côte d'Ivoire attractive et hospitalière, cosmopolite et métisse, et dont les principales composantes y éclairent précisément un peu mieux, tout en la nuançant, l'apparente réussite de l'IURD.

Dans cette perspective, il faut préalablement souligner que l'arrivée de l'Église universelle en Afrique (ainsi que dans d'autres régions du monde) fut consécutive de la fin de la guerre froide et d'une politique néolibérale imposée par les grandes puissances économiques et financières visant à y réduire les fonctions et les dépenses des États et à y susciter une politique démocratique de bonne gouvernance, et qu'en Côte

d'Ivoire, plus spécifiquement, elle a aussi et surtout coïncidé avec la fin du long règne d'Houphouët-Boigny sur les destinées du pays. Sans que la rupture soit évidemment de même nature, il y avait cependant un léger air de famille entre un contexte sud-africain de post-apartheid et un contexte ivoirien de post-houphouétisme, en l'occurrence une situation globale quelque peu ressemblante au travers de laquelle une période historique était révolue et laissait ouvert un large panel de possibles et d'incertitudes. Car, s'il n'était pas véritablement comparable au régime de l'apartheid, le régime d'Houphouët-Boigny avait malgré tout si durablement imprégné les esprits qu'en s'achevant, d'abord avec l'instauration du multipartisme (1990), ensuite avec la disparition du vieux président ivoirien (1993), le pays n'était pas nécessairement quitte avec lui. Et cela d'autant moins que ce régime autocratique, presque théocratique (Dozon, 1995), restait largement associé à une croissance économique qui avait perduré durant deux décennies (1960-fin des années 1970), et avait fait de la Côte d'Ivoire un pays d'exception en Afrique francophone (le fameux « miracle ivoirien »), un pôle précisément attractif et cosmopolite, riche aussi bien de son agriculture d'exportation que de ses multiples ethnies et de ses nombreuses populations d'origine étrangère. Or, si l'on put parler, dès les dernières années du règne d'Houphouët-Boigny, d'une « fin du miracle ivoirien », laquelle prit la forme d'une profonde crise socioéconomique provoquée tout à la fois par une réduction drastique des fonctions étatiques et des dépenses publiques et par une chute des prix des produits d'exportation, principalement le cacao, sur lesquels s'était édifiée la prospérité du pays, la période qui suivit ne fit qu'aggraver le diagnostic au point de remettre en cause tout ce qui paraissait avoir fait de la Côte d'Ivoire une terre hospitalière et cosmopolite.

### **Un contexte de paupérisation et de fortes tensions ethnico-religieuses**

En effet, sur fond d'appauvrissement des campagnes, de paupérisation des couches moyennes (couches nombreuses qui avaient représenté l'un des traits distinctifs de la modernité ivoirienne), de chômage et de corruption grandissants, de délitement du système scolaire et de sa fonction intégratrice, de tensions de plus en plus grandes au sein des milieux familiaux (dans les rapports intraconjugaux et entre générations),

la Côte d'Ivoire fut bientôt le théâtre d'un coup d'État militaire (1999) et, surtout, d'un dangereux mouvement de différenciation identitaire, entre Ivoiriens et étrangers, entre « vrais Ivoiriens » et Ivoiriens de seconde zone, qui faillit la faire sombrer dans la guerre civile. Toutes choses qui se déroulèrent dans le cadre d'une démocratisation de l'ancien régime houphouëtiste (multipartisme, extension des libertés publiques); mais qui, loin de permettre au pays de trouver les voies d'une régulation des désaccords légitimes entre partis politiques, aboutirent au contraire à creuser de graves divisions au sein de la population ivoirienne ou, plutôt, à la reconfigurer autour d'un « peuple » susceptible de se délester de ses oripeaux cosmopolites en fondant sa souveraineté sur ses composantes proprement autochtones. L'idéologie de l'ivoirité, lancée par le successeur d'Houphouët-Boigny, fut au départ de cette volonté de refondation. Mais quoiqu'elle semblât se dissiper avec le putsch militaire, l'ethno-nationalisme dont elle était l'expression s'affirma de plus belle par la suite en aggravant la distinction entre de vrais Ivoiriens, qui seraient plutôt originaires du sud du pays et d'obédience chrétienne (c'est-à-dire là où s'était édifiée la prospérité du pays autour de l'agriculture d'exportation et d'un important réseau urbain), et des Ivoiriens qui le seraient moins ou pas du tout, parce qu'étant originaires des régions septentrionales bien moins riches, ils ont massivement migré vers le sud, ou parce qu'ils sont d'origine étrangère et que, de surcroît, la plupart d'entre eux sont de confession musulmane (voir *Politique africaine*, n° 78).

C'est, par conséquent, dans ce contexte éminemment troublé que l'IURD développa ses paroisses à Abidjan et dans les principales villes du sud du pays où, quelle que fût l'ampleur du marasme économique et des affrontements politiques, se maintint vaille que vaille un certain style de vie, urbain et cosmopolite, qui pouvait encore évoquer la grande époque de la prospérité ivoirienne. Mais c'est précisément dans la tension entre la nostalgie largement partagée de cette époque, où travail et richesses étaient accessibles ou assez largement redistribués, et l'épreuve d'une dégradation rapide et massive des conditions d'existence, qu'il est possible d'expliquer un peu mieux l'apparent succès de l'IURD en Côte d'Ivoire. Par son mot d'ordre affiché sur tous ses temples, « Arrêtez de souffrir », par son imaginaire d'une prospérité qui, en s'adressant à tous, tend plus modestement à signifier pour tel ou tel accès à un emploi, rencontre de l'âme sœur ou recouvrement d'une santé physique ou morale, elle put être d'autant plus attractive que quantité d'Ivoiriens, après avoir connu une certaine aisance ou une certaine stabilité, étaient en

train de faire l'expérience de l'appauvrissement et du mal-être. En outre, l'IURD arriva en quelque sorte à point nommé pour capter, dans cette période de rupture avec une modernité ivoirienne qui s'était assez bien arrangée des anciens cadres familiaux et traditionnels, les multiples processus d'individualisation résultant aussi bien du délitement de ces cadres que de l'aspiration plus ou moins affirmée à s'en détacher (Marie, 1997).

Entre nécessité et liberté, la dégradation générale des conditions de vie ne cessait en réalité de favoriser le premier terme, de générer des subjectivités balançant entre quêtes d'autonomie et impossibilités concrètes de les satisfaire, donnant ainsi à l'IURD une masse de « clients » potentiels où chacun, par une intense foi en l'Esprit Saint, pouvait espérer, ici et maintenant, résoudre ses difficultés existentielles. C'était en tout cas une nouvelle offre religieuse que d'autres Églises chrétiennes étaient bien en peine d'assurer, comme l'Église catholique qui avait été étroitement associée au régime d'Houphouët-Boigny et à la prospérité ivoirienne et qui, pour cette raison, subissait elle-même les affres du temps présent, même si son courant charismatique tentait de contenir les déperditions de fidèles. Ou comme les Églises prophétiques ivoiriennes qui, depuis l'époque coloniale, avaient développé un christianisme local, mais qui, à l'instar d'autres institutions associées à l'ancien régime, paraissaient difficilement franchir le cap du post-houphouëtisme en étant elles-mêmes minées par des querelles intestines.

Mais, en plus de cette conjonction de désaffiliations multiples, le contexte politique fut également propice à l'expansion de l'IURD, bien qu'elle pût craindre un moment qu'une guerre civile n'en compromît le cours. Parlant en effet au moins autant de Dieu que du Diable, d'un monde empli de démons instillant pauvreté, maladies et infortunes de tous ordres, l'IURD s'est trouvée en assez forte résonance avec l'état de division de la population ivoirienne, où l'opposition entre le Sud et le Nord, entre « Ivoiriens » et « étrangers », prit la forme d'un antagonisme ethnico-religieux versant dans la diabolisation de l'adversaire. Car, tout en se gardant bien de s'immiscer dans ces inquiétantes affaires ivoiriennes (ayant une claire conscience de n'être encore qu'une Église étrangère), sa dénonciation de l'islam comme parangon de pratiques païennes et son rejet d'une l'Église catholique, inapte à ses yeux à faire vivre un vraie ferveur chrétienne et à faire œuvre prosélyte (notamment chez les musulmans), étaient manifestement loin de contribuer à leur dissipation.

## Un succès malgré tout relatif

Au tournant du nouveau millénaire, la Côte d'Ivoire a ainsi offert un terrain favorable à l'expansion de l'IRD, évitant de peu la guerre civile et recouvrant un calme relatif dans le cadre d'un régime dit de « refondation nationale » où les gens du Sud estiment être les plus légitimes à incarner le pays. Pour autant, on ne saurait conclure trop vite à la pleine réussite de l'IURD. Car, outre l'éventualité d'une reprise des antagonismes ethno-religieux, la persistance du marasme socioéconomique constitue pour l'IURD autant un atout qu'un handicap. Plus précisément, dans ses temples, elle semble moins parvenir à fidéliser qu'à attirer de nombreux « clients » qui expérimentent, pendant un temps, son offre pastorale et qui, après l'avoir abandonnée, dénoncent souvent son caractère vénal et sectaire. Ce qui veut dire qu'en raison de son organisation bureaucratique et hiérarchisée, d'un contrôle assez sélectif de ses fidèles, de son personnel d'encadrement (les ouvriers) et surtout de ses pasteurs ivoiriens, elle paraît peiner à répondre aux multiples demandes individuelles qui, au-delà de l'espoir en la résolution de tel ou tel problème, visent une promotion ou une métamorphose existentielle effective. En cela d'autres mouvements du Réveil, de plus en plus nombreux à vouloir satisfaire de telles demandes et, souvent, bien moins centralisés et policés qu'elle (comme le mouvement *Foursquare Gospel*), canalisent mieux ce genre d'aspiration en permettant que se dissémine l'accès aux charismes (pouvoirs de vision et de guérison) et aux fonctions pastorales. Autrement dit, l'apparente réussite de l'IURD en Côte d'Ivoire ne participe jamais que d'une vague pentecôtiste d'envergure qui la déborde largement et lui oppose, au travers d'une multiplication de pasteurs et de petites Églises, une sorte d'appropriation démocratique de l'Esprit Saint et du Diable par où se nomment et s'éprouvent de plus en plus les souffrances individuelles comme les tensions collectives.

Dozon Jean-Pierre (2003)

Côte d'Ivoire

In : Corten A. (dir.), Dozon Jean-Pierre (dir.), Oro A.P. (coord.),  
Cox H. (préf.) Les nouveaux conquérants de la foi : l'église  
universelle du royaume de Dieu (Brésil)

Paris : Karthala, 97-102. (Hommes et Sociétés)

ISBN 2-84586-446-9